

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

- Dépenses faisant l'objet d'une facturation

Nature des dépenses	Montant	Devis joint (cocher la case)
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	

- Frais salariaux supportés par le demandeur

Nature de l'intervention prévue	année	Nom de l'intervenant(1)	Salaire annuel brut + Charges patronales (a)	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours / an) (b)	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent (c)	Frais salariaux liés à l'opération [(b)/(c)x(a)]	Dernière fiche de paie ou autre justificatif joint
	_ _			_ _ _ _			<input type="checkbox"/>
	_ _			_ _ _ _			<input type="checkbox"/>
	_ _			_ _ _ _			<input type="checkbox"/>
	_ _			_ _ _ _			<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues				_ _ _ _			

- Autres dépenses supportées par le demandeur

Autres dépenses supportées par le demandeur	Montant
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ €

Des justificatifs seront nécessaires pour le paiement (2)

- Apports en nature :

- terrains, bâtiments : la valeur est déterminée par un organisme indépendant : montant prévisionnel |_|_|_|_|_|_|_|, |_|_| €
- travail bénévole : le demandeur évalue la durée de travail prévisionnelle : valeur équivalent temps plein |_|_|_|_|, |_|_| évaluation du coût du travail |_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|

L'autorité de gestion vérifiera la valorisation financière de ces apports.

TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES	Montant
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ €

RECETTES PRÉVISIONNELLES GÉNÉRÉES PAR LE PROJET

NB : Au moment de la demande, les aides publiques sont calculées sur la base du coût prévisionnel du projet après déduction des recettes prévisionnelles. Les recettes avérées seront déduites au moment du paiement des aides. Le demandeur sera informé de la prise en compte effective des recettes dans le calcul de l'assiette éligible par la décision d'attribution

Nature de la recette prévue	Montant prévisionnel en €
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL	_ _ _ _ _ _ _ , _ _

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (veuillez cocher les cases nécessaires)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre du dispositif 413-313

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire,
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- Être à jour de mes obligations fiscales, ou bénéficier d'un accord d'échelonnement,
- Être à jour de mes cotisations sociales, ou bénéficier d'un accord d'échelonnement,
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,

Le cas échéant :

- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt de la présente demande d'aide,**
- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt d'une autre demande d'aide** valant autorisation de commencement,

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité rappelées dans la notice,
- A informer le guichet unique de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 5 années à compter de la date de décision attributive de l'aide,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour cet investissement, d'autres crédits publics en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque,
- A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision attributive de l'aide, ou, en cas de vente, à transférer les engagements au nouveau propriétaire pour la période restant à couvrir,
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision attributive de l'aide,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
- A ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis ou du règlement (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis,
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...
- A respecter les réglementations en vigueur (accessibilité, hygiène, sécurité,...),
- A fournir les arrêtés préfectoraux de classement pour l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air, et la décision de classement pour les hébergements labellisés,

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2 .1 l'autorité de gestion peut publier au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre des programmes de développement rural, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, le cas échéant, l'octroi de la subvention pourrait être conditionnée à une formation adaptée au profil du porteur de projet.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au Groupe d'Action Locale.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au GAL	Sans objet
a) pour tous les demandeurs			
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé.	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations...).	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie dernier avis d'imposition	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration de surface	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de régularité fiscale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration annuelle des salariés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de libre disposition du terrain ou des locaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation vis à vis de la réglementation en vigueur (permis de construire, loi sur l'eau, installation classée...)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Note de présentation détaillée du projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déclaration sur l'honneur des aides aux investissements perçues (annexe 1)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Justificatif de l'autofinancement : 1 : si auto financement inférieur à 15 000 € : attestation sur l'honneur (annexe 2) 2 : si auto financement supérieur ou égal à 15 000 € : relevé de compte récent, attestation de prêt.....	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Trois derniers bilans financiers et comptes d'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Document ou référence permettant le rattachement à une stratégie locale de développement ou à un schéma général (des services, des activités touristiques...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tout document permettant de s'assurer que le demandeur a obtenu la participation des cofinanceurs, si l'usager a demandé et obtenu des subventions d'autres financeurs sans utiliser le présent formulaire unique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En cas d'acquisition immobilière, un titre de propriété et un document justifiant le caractère onéreux si ce titre ne le spécifie pas.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les projets <u>d'immeubles et les travaux</u> : l'arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux, le plan de situation, le plan cadastral, le plan de masse des travaux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant le Groupe d'Action Locale pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet			

b) pour une collectivité ou un établissement public

Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
--	--------------------------	--	--------------------------

c) pour un groupement d'intérêt public

L'acte d'approbation ou convention constitutive du GIP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	--------------------------	--------------------------	--------------------------

d) pour une association

Récépissé de déclaration en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

e) pour une société ou entreprise privée

Preuve de l'existence légale (extrait K-bis, inscription au registre ou répertoire concerné)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Présentation de la structure demandeuse (sur la base de documents existants : plaquette, organigramme de présentation la structure qui demande l'aide...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des aides publiques directes et indirectes [p.e. prêts bonifiés] perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent document et notamment celles reçues au titre des règlement de minimis ((CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 ou (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

FORMULAIRE EN VERSION PROVISOIRE

f) pour une personne physique

Copie d'une pièce d'identité.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-------------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

g) pour l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

Éléments justifiant la compétence professionnelle de l'exploitant (qualification, expérience)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Convention de gestion à un tiers privé si maître d'ouvrage public.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

h) pour l'hôtellerie

Avis de l'instance compétente pour la régulation de l'offre hôtelière, si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	--------------------------	--------------------------	--------------------------

i) pour les hébergements labellisés

Autorisation du propriétaire et bail de location, si nécessaire.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Charte du label.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à _____

le _____

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*):

Cachet du demandeur

FORMULAIRE EN VERSION PROVISOIRE
Annexe 1

DECLARATION DES AIDES AUX INVESTISSEMENTS (EN PLUS DE CELLES FIGURANT AU POINT 10 DU PRESENT FORMULAIRE) PERÇUES AUX COURS DES 2 DERNIERS EXERCICES FINANCIERS PRECEDENTS LA DEMANDE D'AIDE

L'article 4 du règlement 1857/2006 précise que le montant maximal de l'aide accordée à une entreprise ne doit pas dépasser 500 000 euro au cours d'un période de 3 exercices financiers.

A ce titre, doivent donc être comptabilisées dans le calcul de ce plafond de 500.000€ les aides à l'investissement entraînant la réduction des coûts de production, l'amélioration et la reconversion de la production, l'amélioration de la qualité, la préservation et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène ou des normes en matière de bien être des animaux.

J'ATTESTE / NOUS ATTESTONS QUE MON/QUE NOTRE ENTREPRISE N'A PERÇU AUCUNE AIDE AUX INVESTISSEMENTS AU COURT DES 3 DERNIERES ANNEES.

J'ATTESTE / NOUS ATTESTONS QUE MON/QUE NOTRE ENTREPRISE A PERÇU, LES AIDES SUIVANTES:

Année exercice	Nature de l'investissement	Dispositif d'aide	Montant de l'aide
<i>Exemple : 2007</i>	<i>tracteur</i>	<i>défisicalisation</i>	<i>13 000 €</i>

Fait à : le :

Signature du demandeur :
(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

ATTESTATION DE JUSTIFICATION DE L'AUTO FINANCEMENT LORSQUE CELUI CI EST INFERIEUR A 15 000 €

Je soussigné..... atteste sur l'honneur disposer de la
somme de € nécessaire à l'autofinancement de mon
projet déposé auprès du Groupe d'Action Locale de

Fait à :..... le :

Signature du demandeur :
(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)